



L'humanité court à sa perte
au nom de leurs profits



pour un **projet commun**
ÉCOSOCIALISTE

Sécurité Sociale et
Écologique Universelle

Appropriation citoyenne
de la création monétaire



DÉMOCRATIE, NON-VIOLENCE ET RÉVOLUTION

Sommaire

Préambule _____ 1

Présentation _____ 5

La Terre brûle au nom de leurs profits ; L'urgence de prendre soin des humains et de la Terre ; Un projet commun écosocialiste ; Qui sommes-nous ? ; Notre ambition

Sécurité Sociale et Écologique Universelle _ 12

Un projet déjà fédérateur ; Un système d'économie alternative ; Démocratie, Répartition avec l'État, coopérative de territoire, travail et revenus ; Des moyens à la hauteur des besoins

Création monétaire sans dette ni intérêt ___ 25

Un enjeu démocratique, social et écologique déterminant ; La garantie de suffisance concernant l'essentiel face à l'insécurité globale ; La nécessité d'une planification démocratique

Une monnaie sociale et écologique nationale 34

Un système complémentaire de l'euro dédié à la Sécu

Nouveaux principes constitutionnels _____ 40

Des principes et des droits complétant la déclaration universelle des droits humains ; Une nouvelle démocratie

Révolution citoyenne et non-violence _____ 43

Tension entre finalité et moyens d'action ; Rapport de force et démocratie ; Efficacité et cohérence ; Non-violence contre système d'oppression ; complémentarité ou incompatibilité entre stratégies différentes

Conclusion et perspectives _____ 56

Préambule

Ce livret est une invitation à construire ensemble un projet commun écosocialiste concret et fédérateur, au-delà des cercles qui s'y reconnaissent à ce jour.

Ce projet écosocialiste est à penser comme un plan de sortie du capitalisme, du productivisme et du consumérisme qui menacent d'extinction l'humanité et le monde vivant.

Les propositions présentées dans ce livret sont construites à partir des travaux menés par différentes personnes, groupes et organisations, parfois d'horizons différents, qui ont la volonté commune de trouver des pistes concrètes permettant de changer radicalement de cap.

Notre parti pris est de nous appuyer sur ce qui est déjà en élaboration, plutôt que de vouloir ajouter de nouvelles projections à celles déjà en travail. Plutôt que de partir d'une analyse spécifique du capitalisme, permettant de définir de nouvelles directions pour en sortir, notre idée est de mettre en lien et complémentarité différentes perspectives qui s'enracinent dans les expériences, les analyses et les travaux déjà en cours en vue d'aboutir ensemble à un projet global réaliste et ambitieux, capable de nourrir une mobilisation d'ampleur et de rendre possible sa mise en œuvre, au plus vite...

Nous soumettons ces contributions à l'expertise de toutes celles et ceux qui souhaiteront participer à ce travail.

Le travail que nous proposons se construit autour des options suivantes :

>>> Notre premier objectif est de travailler à la conjugaison entre :

- 1. les différents projets de reconquête et d'élargissement de la sécurité sociale,** portés de manières différenciées par plusieurs syndicats, collectifs ou organisations, avec comme référence structurante le projet de « [sécurité sociale de l'alimentation](#) » élaboré collectivement par le Réseau salariat, Ingénieurs sans frontières Agrista, le Réseau Civam, la Confédération paysanne, le Collectif Démocratie Alimentaire...
- 2. les projets de mise sous contrôle et directive citoyenne du pouvoir de création monétaire,** tels que le rattachement de la BCE au Parlement Européen prôné par [Gaël Giraud](#), la création d'une monnaie écologique européenne telle que défendue par Alain Granjean et Nicolas Dufrêne, ou la possibilité de création monétaire dédiée à la mutation nécessaire à l'échelle nationale (le tout imposant une refonte des traités européens, sous la pression citoyenne...)

Ce travail souhaite aboutir à l'élaboration d'un plan commun de financement et de développement d'un vaste **système de sécurité sociale et écologique**, géré démocratiquement de manière innovante, élargi à tous les secteurs de production et de service répondant, hors logique marchande et hors système capitaliste, aux besoins de bien vivre des populations, avec objectif de sauvegarde des écosystèmes et de neutralité carbone d'ici 2050.

>>> **Notre deuxième objectif** est de faire valoir ce projet global, comme base de mutation sociétale écosocialiste telle que revendiquée par [Daniel Tanuro](#), à porter collectivement par l'ensemble des actrices et acteurs sociaux, associatifs, syndicaux et politiques, jusqu'à sa possible concrétisation.

Cet objectif implique la mise en œuvre de stratégies d'action permettant :

1. de faire connaître largement cette perspective d'alternative sociale et écologique, forte et concrète, au plus grand nombre,
2. de construire un rapport de force capable de rendre possible ce changement radical de système...

En accord sur cette base et ces ambitions, nous proposons, à qui le souhaite, de s'impliquer collégalement dans le développement et l'accompagnement du projet en devenant membre du « comité de pilotage ».

Les personnes et organisations intéressées par la démarche, mais ne partageant pas nécessairement l'ensemble des objectifs précités, sont bienvenues pour contribuer au travail engagé à travers les commentaires sur le site, ou autres outils d'élaboration collective qui seront mis en place.

Afin de faciliter une appropriation collective large de ce projet, il pourrait être envisager de construire une fiction réaliste et anticipatrice sous forme de roman, bande dessinée, vidéo ou film. Sa réalisation serait l'occasion de croiser les créativité et les expertises de l'ensemble des personnes partie-prenantes pour se projeter ensemble dans un futur possible, avec ses grandeurs, ses complexités, ses incertitudes et ses perspectives heureuses...livret est une invitation à construire ensemble un projet commun écosocialiste concret et fédérateur, au-delà des cercles qui s'y reconnaissent à ce jour.

Présentation

La Terre brûle au nom de leurs profits

LL'humanité est aujourd'hui propulsée vers un immense chaos climatique, écologique, social, sanitaire, démocratique et humanitaire.

Au-delà de nos modes de vie, c'est le système qui domine désormais la plupart des choix politiques et économiques à l'échelle planétaire qui est le principal responsable de ce désastre annoncé.

Le système capitaliste mondialisé a organisé l'ensemble de la production et des services sur tous les continents, au profit d'une minorité. Il prend possession de tout ce qui est vital pour l'humanité, à l'image des semences dénaturées et brevetées. Il opprime, oppresse, et exploite sans fin le travail humain autant que les ressources naturelles. S'appropriant les moyens permettant de répondre aux besoins des populations, son objectif est avant tout la multiplication des profits des grands investisseurs privés.

Pendant plusieurs décennies, il s'est revendiqué « défenseur des droits humains et de la démocratie ». Aujourd'hui, où les tensions sociales grandissent autant que les écarts entre les plus riches, de plus

en plus riches et minoritaires, et les plus pauvres, de plus en plus pauvres et nombreux, il s'allie volontiers aux montées fascistes à travers tous les continents. Il réprime et légifère aux dépens des droits fondamentaux. Il refoule les migrants, instrumentalise les peurs, criminalise la solidarité...

Face à l'accélération des catastrophes liées au réchauffement climatique et à la chute de la biodiversité, il nie, minimise, ou parfois s'affiche volontariste. Mais il défend surtout, et sans relâche, les intérêts des lobbies industriels et financiers les plus dévastateurs.

Aujourd'hui, la pandémie du Covid19 entraîne le monde vers une crise économique aux conséquences humaines et sociales sans précédent. Les crises se succèdent, s'accélèrent et se conjuguent et la perspective d'une crise systémique globale met l'humanité face aux défis les plus importants de son histoire.

Quelque soit la capacité de résistance du système dont les maîtres et principaux bénéficiaires feront tout pour rester aux manœuvres, et quelque soit le niveau d'emballlement des phénomènes de destruction écologique déjà engagés, nous devons organiser et mettre en œuvre au plus vite un changement radical s'enracinant dans l'action locale et d'ampleur internationale, capable de mettre fin à la logique folle qui propulse l'humanité vers sa fin anticipée.

Quelque soit le temps dont nous avons eu besoin pour prendre conscience du lien structurel entre capitalisme et destruction globale en cours, quelque soit nos références et nos enracinements philosophiques, éthiques, de classes, de lutte, etc..., nous sommes de plus en plus nombreuses et nombreuses à oser penser et dire qu'il n'y aura pas d'avenir souhaitable pour l'humanité sans organiser ensemble une sortie rapide et radicale du capitalisme, dans une perspective écologique et démocratique tout aussi radicale.

Ce n'est plus une question d'idéologie, c'est une question de survie collective !

Le temps nous semble venu...

Osons la métamorphose...!

L'urgence de prendre soin des humains et de la Terre

Une évidence s'impose.

Pour permettre que demain, les humains puissent vivre dignement sur une Terre sauvegardée, il nous faut maintenant mettre en œuvre une mutation globale fondée sur trois impératifs déterminants :

- **Prendre soin des humains**, en répondant ensemble aux besoins fondamentaux de toutes et tous, sans exploitation, ni profit de quiconque à l'égard des autres,

- **Prendre soin de la Terre**, et restaurer, autant que nous le pourrons, les écosystèmes dont nous faisons partie et qui nous font vivre,
- **Construire une démocratie vivante**, donnant à tous les êtres humains les moyens de décider de leur devenir commun, là où ils vivent jusqu'au niveau international.

Un projet commun écosocialiste

A la croisée de différentes réflexions alternatives, il nous semble que l'association du projet écosocialiste avec des perspectives de mutation concrètes émergentes dans différents milieux, pourrait ouvrir la voie au changement de système nécessaire.

Ces perspectives concrètes que nous souhaitons associer au projet écosocialiste et soumettre au travail d'élaboration collective sont notamment :

1. la mise en œuvre d'une « **sécurité sociale et écologique universelle** », espace de solidarité et de mutualisation à sanctuariser pour répondre aux besoins fondamentaux de toutes et tous hors du système marchand capitaliste,
2. l'appropriation citoyenne de la **création monétaire, sans dette ni intérêt, comme bien commun géré démocratiquement** au service de la mutation écologique et sociale nécessaire,

3. **la refondation du modèle démocratique** sur le principe de subsidiarité ascendante incluant des pratiques de décisions collectives innovantes,
4. **la refondation de la constitution et de la loi** autour de l'urgence de prendre soin des humains et de la Terre,
5. **l'organisation d'un rapport de force citoyen** capable de destituer la toute-puissance des lobbies financiers et industriels en s'appuyant prioritairement sur les stratégies d'action et de lutte non-violente.

L'objet de ce livret est de préciser ces perspectives en vue d'esquisser les bases de ce qui pourrait devenir un projet écosocialiste, véritable « commun politique » à porter et concrétiser collectivement, sans appropriation par aucun groupe, parti, syndicat ou mouvement en particulier.

Qui sommes-nous ?

Engagé.es au sein du groupe local [Alternatiba ANV COP21 de Saint-Étienne](#) dans la Loire, ou proches partenaires de ses actions, nous avons choisi de lancer cette initiative pour un projet commun écosocialiste en vue d'engager le processus d'élaboration souhaité dans une perspective nationale et au-delà.

Partant d'un petit groupe, nous souhaitons rapidement nous ouvrir à d'autres pour donner l'ampleur nécessaire à ce travail.

Notre ambition

Souhaitant croiser différentes approches et différents domaines de compétence, autour d'un objectif partagé de mutation radicale salutaire, nous proposons donc de développer les liens avec les personnes, les groupes et les organisations qui travaillent sur les thèmes qui nous semblent complémentaires et potentiellement générateurs de détermination commune.

Notre objectif est d'aboutir ensemble à des propositions collectives construites et étayées capables de susciter la motivation d'un nombre grandissant de personnes et d'organisations citoyennes, syndicales et politiques. L'idée est de pouvoir rassembler autour de ces propositions des groupes de pensée et d'action, à la fois différents et tous convaincus de la nécessité d'une mutation et d'une rupture radicale avec la logique et le système qui nous détruisent.

Nous précisons que, si ces propositions pourraient constituer le socle d'une coalition politique potentiellement gagnante dans un processus électoral, l'objectif de ce travail dépasse largement cette visée.

Il est pour nous certain qu'aucun parti, aucune majorité parlementaire, ni aucun gouvernement ne pourra mettre en œuvre un tel projet de mutation radicale sans être soutenu et fortement poussé de

manière durable par l'action et la détermination des citoyennes et des citoyens, des associations, des syndicats et autres mouvements politiques.

Il s'agit aussi d'envisager les moyens et les stratégies d'action à mettre en œuvre :

1. pour faire grandir ce projet jusqu'à devenir un véritable projet commun,
2. pour obtenir sa concrétisation, au niveau national et dans une perspective internationale,
3. pour assurer sa défense contre les forces contraires dans la longue durée.

Sécurité Sociale et Écologique Universelle

Un projet déjà fédérateur

La perspective transversale autour de laquelle nous souhaitons organiser notre travail d'élaboration collective concerne la mise en œuvre d'un vaste projet que nous proposons de nommer « Sécurité Sociale et Écologique Universelle ».

A l'occasion des 75 ans de la Sécu, à l'initiative de la « Convergence Nationale de Défense Des Services Publics », avec un grand nombre d'organisations citoyennes, syndicales et politiques parties prenantes, une table ronde sur l'histoire et l'avenir de la Sécu a été organisé en octobre 2020 à l'École Nationale de la Sécurité Sociale à Saint-Étienne. Ce temps fort a permis de mettre en évidence plusieurs revendications et projets qui visent une reconquête de la Sécurité Sociale et un élargissement possible de ses missions à de nouveaux domaines essentiels à nos vies.

Ont été notamment évoqués les projets de sécurité sociale professionnelle, de sécurité sociale du XXIème siècle, de sécurité sociale du logement et de sécurité sociale de l'alimentation...

Ces différentes perspectives montrent que ce qui a été réalisé en 1946 peut être aujourd'hui collectivement reconnu comme une alternative concrète au capitalisme, pouvant être grandement développée et enrichie et devenir un projet

motivant pour un grand nombre de personnes, d'organisations ou de collectifs.

Notons que l'affirmation d'une nécessaire rupture avec le capitalisme renvoie généralement à la peur du soviétisme russe et de ses dérivés. Dans ce contexte, il semble intéressant de pouvoir se référer à une expérience historique qui nous est chère, attachée à notre patrimoine social collectif, synonyme de protection et de soin sans discrimination, et ayant montré l'ampleur des bénéfices humains qu'elle pouvait apporter à toutes et tous, y compris en infrastructures essentielles au bien commun.

Fondée sur la solidarité et l'universalité des droits, cette institution, pouvant être étendue et gérée démocratiquement par et pour les gens qui en sont bénéficiaires et par les professionnels qui y travaillent, pourrait concrètement permettre de répondre à l'ensemble des besoins communs fondamentaux, en dehors de toute logique de profit.

Un système d'économie alternative

Abordant dans le chapitre suivant la question des ressources nécessaires pour permettre le développement d'un tel système, nous proposons d'évoquer d'abord comment pourrait fonctionner cette sécurité sociale élargie à tous les domaines d'activité et de service qui nous sont essentiels.

Nous appuyant notamment sur le travail de Bernard Friot, du réseau salariat et des différents partenaires impliqués dans l'élaboration collective du [projet de sécurité sociale de l'alimentation](#), il s'agit d'envisager comment répondre à l'ensemble de ce qui est nécessaire et indispensable au bien vivre des personnes habitant dans tous les territoires concernés.

Au-delà de la santé et de la protection sociale, l'objectif serait d'élargir les droits fondamentaux garantis par cette « sécu renforcée », à l'alimentation, au logement, à l'énergie, aux transports collectifs, à la communication et à la culture. L'éducation et la formation pourrait y être intégrées. Ne se limitant pas aux droits garantis aux personnes, ce système de sécurité sociale pourraient avoir la responsabilité d'organiser et de mettre en œuvre les impératifs de sauvegarde, de restauration et de revalorisation des biens communs et des écosystèmes vivants qui nous sont essentiels et vitaux.

Ce système pourrait ainsi associer des missions de service public, en accès gratuit, à un large éventail d'activités permettant de répondre solidairement aux besoins collectifs. Ces activités économiques pourraient fonctionner, hors logique de profit, selon des modes d'organisation et de gestion collective, de type coopératifs ou sous formes de « communs » à imaginer et à développer. Ces différentes activités seraient conventionnées en vue de répondre de manière coordonnée aux besoins de toutes et tous, en développant les circuits les plus courts possibles entre elles, et en respectant les principes et les objectifs définis par les instances démocratiques gérant le système.

Ce réseau de services publics et d'activités économiques conventionnées pourrait constituer la base d'un système d'économie alternative d'ampleur nationale, fonctionnant selon ses propres règles et propres modes de financement, du local au global.

Prolongeant le système de sécurité sociale de 1946, ce réseau d'interaction économique alternative serait uni autour de l'objectif partagé de soin et de protection des humains et des écosystèmes vivants.

Démocratie interne

Les instances de décision et de gestion propres à ce système de sécurité sociale et écologique, pourraient être organisées selon des modes de fonctionnements démocratiques innovants.

On peut imaginer d'une part, la mise en place de conseils mandatés pour prendre les décisions d'orientation et de mise en œuvre spécifiques au système, et les caisses de sécu qui assureraient la gestion financière des droits à garantir pour toutes et tous.

L'ensemble pourrait fonctionner selon le principe de "démocratie par le bas" ou de "subsidiarité ascendante", impliquant que les décisions soient prises au plus près des personnes concernées. Les instances régionales et nationales auraient comme champs de compétence uniquement les questions nécessitant une coordination ou des moyens mutualisés plus larges, sous mandat des instances locales.

Complétant ce principe de subsidiarité, on peut imaginer l'association de différents modes d'organisation et de décision donnant à la démocratie son véritable sens : systèmes par tirage au sort, mandats avec révocation possible, décisions au consentement sans objection de type « sociocratique », ou modèle par cercles dit « holocratique » avec systèmes de représentation ou délégation montante et descendante entre les différents niveaux...

Pour qu'un tel système démocratique, donnant une réelle autonomie de décision au niveau local, puisse fonctionner de manière cohérente à l'échelle nationale, avec des objectifs ambitieux en terme sociaux et écologiques, il est nécessaire d'envisager un cadre définissant clairement les principes et les orientations à mettre en œuvre à tous les niveaux de l'organisation. Il pourrait s'agir de rédiger démocratiquement une charte ou constitution fondatrice qui ne soit révisable que par décision collective nécessitant un niveau de majorité élevé. Pour qu'une telle charte soit efficiente dans la durée, il est aussi important d'envisager un système de contrôle qui pourrait être exercé par une instance dédiée, potentiellement tirée au sort avec des mandats non renouvelables, parmi les membres des instances locales, ou autre garantie démocratique forte...

Notons que ce système de sécurité sociale et écologique élargi constituerait une institution démocratique autonome et pérenne, indépendante et complémentaire de l'État et des collectivités locales, telle que la sécu avait été conçue en 1946.

A l'inverse des autres grandes institutions nationales, elle se situerait dans le temps long. Son fonctionnement et ses principes ne seraient pas soumis aux aléas électoraux, aléas qui pourraient perdurer sur un rythme de quinquennat pour les institutions étatiques et législatives, moyennant une révision structurelle importante et nécessaire..

Afin d'être « sanctuarisée », et protégée des coups de boutoir dont elle pourrait faire l'objet après sa mise en œuvre, cette institution, d'intérêt collectif majeur, pourrait être inscrite, avec son cadre et ses objectifs fondamentaux, dans la constitution. Cette institutionnalisation constitutionnelle serait validée et modifiable uniquement par référendum, si possible avec une majorité nécessaire élevée. Elle pourrait être constitutionnellement missionnée pour mettre en œuvre, hors système marchand, concurrentiel et capitaliste, les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, de préservation des écosystèmes et de la biodiversité, autant que de garantie contre toutes les précarités sociales et humaines.

Répartition des rôles et pouvoirs avec l'État

Là où la Sécurité Sociale et Écologique gérerait dans la durée la garantie des besoins essentiels hors système marchand et capitaliste, les institutions étatiques et législatives, repensées dans leur organisation, leur élection ou nomination, leurs pouvoirs et contre-pouvoirs et leurs fonctionnement et mode de décision, garderaient

leur fonction de gestion du cadre légal et administratif de l'ensemble de la vie sociale et économique du pays.

La gestion des services publics répondant aux objectifs du système de sécurité sociale et écologique, la santé, l'éducation, la protection sociale, la garantie de revenus, etc... pourraient être déléguée à celui-ci. Le reste resterait sous la responsabilité de l'État.

L'objectif pourrait être de construire une forme d'équilibre démocratique entre les pouvoirs plus descendants dédiés aux institutions étatiques, administratives et législatives et ceux plus ascendants dédiés à la Sécurité Sociales et Écologiques.

Coopératives de territoire comme base locale du système

Au-delà de ce que nous connaissons concernant la sécurité sociale en France, il nous semble intéressant de nous donner d'autres représentations de comment pourrait fonctionner ce système de sécurité sociale et écologique universelle à l'échelle locale. Nous proposons notamment de nous nous inspirer de l'expérience anarchiste des "coopératives intégrales" telles que présentées dans la vidéo consultable [ici concernant la « coopérative Intégrale catalane »](#).

Sans nous situer dans une perspective d'abolition de l'État, il nous semble stimulant de pouvoir envisager comment développer les capacités collectives d'auto-organisation citoyenne, au sein du système de sécurité sociale et écologique universelle en vue de répondre de manière coopérative aux besoins déterminés collectivement à l'échelle d'un territoire de vie.

Nous évoquerons plus loin la question de la création monétaire indispensable pour donner l'ampleur nécessaire au projet de sécurité sociale et écologique universelle. L'exemple de la « Coopérative Intégrale Catalane » relaté dans le livre [Rébellion et désobéissance, la coopérative intégrale catalane](#) pourrait ouvrir des voies pour organiser concrètement la gestion collective et démocratique de cette création monétaire ciblée sur les intérêts vitaux des populations.

Une autre conception du travail et des revenus

Au sein de ce système, l'usage et la finalité des outils de production et de service auraient priorité sur toute considération de propriété et de capitaux. Les notions de travail, de salaire et de revenu pourraient être pleinement repensées.

La mise en place d'un [salaire à vie](#), en référence aux propositions de Bernard Friot, pourrait être éventuellement envisagé pour les personnes choisissant de travailler au sein de ce système,

dans les services publics dédiés ou au sein du secteur professionnel conventionné.

Pour les personnes ne travaillant pas au sein du secteur conventionné, le versement d'un salaire ou [revenu de base](#) pour toutes et tous pourrait être un droit garanti et géré par le système de sécurité sociale et écologique ainsi constitué.

Concernant « l'efficacité » d'un système de salaires pérennes garantis, il est intéressant de noter combien les personnes les plus éloignées de l'emploi dans le système actuel, peuvent développer de fortes capacités à s'organiser pour répondre aux besoins collectifs lorsqu'elles sont simplement assurées d'un revenus en CDI. Cela est clairement mis en valeur dans le film de Marie Monique Robin « [Nouvelle cordée](#) » retraçant la mise en place du projet « [Territoire Zéro Chômeur Longue Durée](#) » à Mauléon dans les Deux-Sèvres

Pour pouvoir assumer une telle mission, dans toute l'amplitude et la pertinence nécessaire, la question des moyens dont ce système de sécurité sociale et écologique universelle disposerait de manière perenne est évidemment cruciale.

Des moyens à la hauteur des besoins

Face à l'ampleur des défis climatiques, écologiques, économiques et sociaux, il semble impératif d'envisager de nouveaux moyens, rapidement disponibles en quantité importante, indépendants des marchés économiques et

financiers, et détachés des secteurs dévastateurs qu'il nous faut abolir.

Dans le système actuel, selon plusieurs études économiques, pour être à la hauteur du défi climatique, il faudrait engager plusieurs centaines de milliards d'euros par an pour la France, et près de mille milliards d'euros annuels à l'échelle européenne. C'est le budget nécessaire pour mener un véritable plan de transformation économique permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre en Europe, jusqu'à atteindre la neutralité carbone en 2050. Il s'agit de réaliser une conversion radicale et rapide de nos systèmes de production et de consommation, ainsi que de soutenir la mutation nécessaire à l'échelle mondiale, en espérant pouvoir maintenir, s'il est encore possible de ne pas dépasser ce seuil, l'élévation de la température moyenne planétaire sous la barre des +1,5°C depuis le début de l'ère industrielle

Concrètement, cette mutation économique viserait la réduction massive des consommations énergétiques, l'isolation de l'ensemble des bâtiments professionnels et d'habitation, la réorganisation des systèmes de transport, le développement de l'économie circulaire, la remise en état et la réutilisation des matériaux récupérables, et la production en énergies renouvelables pour les besoins incompressibles... Elle viserait aussi un vaste plan de mutation agricole, développant à grande échelle l'agriculture paysanne et agroécologique, plus résiliente aux bouleversements climatiques, restauratrice des écosystèmes et captatrice de carbone... Il s'agirait enfin de repenser l'ensemble de nos activités

industrielles, au sein d'un plan de relocalisation sur nos territoires, d'efficacité énergétique et de sécurité pour les populations, autant que d'économie et de préservation des ressources, dans la stricte limite des besoins nécessaires.

En termes de ressources financières propres, le système de sécurité sociale de 1946, comme les projets d'extension envisagés jusqu'à présent, reposent essentiellement sur les cotisations sociales prélevées sur la valeur ajoutée générée par le travail humain, en lien avec les salaires versés ou calculées sur les bénéfices réalisés. Ces cotisations représentent la part de la richesse produite par les travailleuses et travailleurs, qui ne va pas enrichir les actionnaires et qui est mutualisée et gérée par celles et ceux qui l'ont générée en vue de garantir les droits fondamentaux pour toutes et tous.

Cette notion de part de salaire et de richesse produite, mutualisée ou socialisée, et gérée collectivement pour le bénéfice du plus grand nombre différencie les cotisations de l'impôt. Cela a une valeur réelle et symbolique forte pour l'ensemble du monde ouvrier. Il nous semble essentiel de nous appuyer sur cette expérience de mise en commun réussie pour envisager la sortie du système individualiste et déshumanisant menée par la course aux profits capitaliste.

Dans la perspective d'élargissement du projet de sécurité sociale à tous les secteurs essentiels à nos vies, ce taux de cotisation pourrait être augmenté, en étant potentiellement dissociée des salaires, notamment dans les secteurs les plus lucratifs pour les actionnaires.

Dans notre contexte d'urgence et de grands défis à relever, il semble pour autant indispensable d'envisager d'autres modes de financement qui puissent permettre de couvrir l'immensité des besoins.

Plusieurs moyens pour récupérer une part de la valeur ajoutée par le travail et l'exploitation des ressources naturelles semblent incontournables. Citons notamment la taxation des transactions financières, la lutte contre l'évasion fiscale, ou la limitation des hauts salaires et la taxation des dividendes attribués aux actionnaires des grandes entreprises et des multinationales.

Notons cependant que les activités économiques effectuant le plus de transactions spéculatives, générant le plus de bénéfices financiers et distribuant le plus de hauts salaires et de dividendes sont aussi généralement celles dont nous devons nous défaire si nous voulons pouvoir vivre demain dignement sur une Terre encore habitable et pouvant nous nourrir en suffisance.

Que ce soit pour les ressources de l'État par les impôts, ou pour celles du système de sécurité sociale élargi souhaité, il n'est en rien logique de dépendre des bons résultats des entreprises les plus néfastes pour financer les investissements et les activités les plus nécessaires.

Compte-tenu de l'ampleur des besoins financiers pour mettre en œuvre la mutation rapide nécessaire à l'échelle planétaire, il semble donc indispensable d'envisager d'autres systèmes de financement, pouvant éventuellement sortir des schémas économiques et monétaires qui nous ont été imposés depuis plusieurs siècles.

Parallèlement aux moyens à mettre en œuvre pour imposer une juste répartition des richesses produites, ou pour réduire, orienter ou réguler les activités économiques en fonction de leurs impacts et des réels besoins, **la perspective de création monétaire, sans dette ni intérêt, nous semble pouvoir élargir judicieusement le champ des possibles**, en s'affranchissant de l'économie productiviste et financière qui mène au désastre.

La création monétaire sans dette ni intérêt

Un enjeu démocratique, social et écologique déterminant

Pour sauver l'économie mondiale particulièrement menacée aujourd'hui par les pertes massives d'activité en période de pandémie, les États engagent des milliers de milliards d'euros et de dollars, à l'échelle internationale, pour éviter un processus d'effondrement économique et financier généralisé.

La question cruciale qui se pose est de savoir quel vont être les moyens mis en œuvre pour rembourser ces sommes colossales ou pour ne pas les rembourser.

Si les États restent enfermés dans le carcan idéologique de l'austérité budgétaire imposant de rembourser, avec intérêts, les emprunts faits aux banques privées, ils vont plonger l'humanité dans une récession difficilement surmontable, et engendrer une situation sociale catastrophique à l'échelle planétaire, avec un déferlement d'explosions sociales d'une ampleur inédite dépassant largement les frontières.

Au regard des lois liberticides qui se répandent en France comme à travers tous les continents, on peut penser qu'ils s'y préparent activement.

Pour autant, devant la quantité de devises mises en circulation et compte tenu de la difficulté majeure, voire de l'impossibilité effective que nous aurons de les rembourser, les **dogmes qui prévalent jusqu'à présent concernant la création monétaire pourraient être dépassés.**

Dans le système actuel, seules les grandes banques centrales, telles que la Banque Centrale Européenne BCE ou la FED américaine, ont le pouvoir de création monétaire et d'annulation de dettes, sans contre-partie. Depuis que le lien entre le dollar et l'or a été abandonné en 1971, ce pouvoir de création monétaire est techniquement sans limite.

Avec la constitution de l'Union Européenne, ce pouvoir détenu jusqu'alors par les banques centrales nationales liées aux États, a été transféré et réservé à la BCE. Celle-ci s'est vue confiée la mission autonome, en dehors de tout pouvoir politique et de tout contrôle démocratique, de garantir la stabilité de l'euro à l'égard des autres devises et d'interdire tout usage inflationniste de cette création monétaire. Elle a l'interdiction de prêter directement aux États et l'impératif d'interagir uniquement avec les banques privées. Les banques privées sont ainsi devenues les seules structures pouvant créer de la monnaie, contre dettes et intérêts lucratifs pour elles, pour financer les investissements publics, autant que les entreprises et les particuliers.

Notons que, suite à la crise financière de 2008, pour éviter les faillites bancaires en cascade, la banque centrale européenne a prêté sur plusieurs années plusieurs milliers de milliards d'euros à

taux négatif aux banques privées, les payant donc pour qu'elles empruntent (*sans aucune condition sur le réinvestissement de ces sommes dans l'économie réelle, ce qui s'est traduit par une augmentation considérable des marchés spéculatifs...*).

Aujourd'hui, dans le contexte de pré-crise systémique globale, le pouvoir détenu par les banques centrales, de création monétaire sans endettement ni intérêt, ou d'effacement de la part des dettes publiques dont elles sont détentrices, pourrait bien être sollicité pour éviter le chaos.

Dans une perspective de transition écologique d'ampleur, les économistes Alain Granjean et Nicolas Dufrêne, ainsi que Gaël Giraud, proposent que le pouvoir de création monétaire de la BCE soit mis sous contrôle démocratique, avec possibilité de prêts sans intérêt, d'effacement de dettes, ou de subventions attribuées directement aux États, voire aux entreprises et aux particuliers, en contre partie de la mise en œuvre d'un grand plan de mutation écologique visant la neutralité carbone en 2050.

>>> Extrait d'interview de Gaël Giraud sur ces propositions https://youtu.be/krGE56V_-CM
Petit Diaporama explicatif de Gaël Giraud <https://www.facebook.com/gaelgiraud1970/>

Il va sans dire qu'une telle révolution monétaire rompant avec les dogmes en vigueur, impliquerait que les banques privées perdent leur rôle privilégié et très lucratif au sein du système financier aujourd'hui à l'œuvre. Les plus grandes banques privées étant trop importantes pour pouvoir être mises en faillite, il est certain qu'elles mettront

tout leur poids pour éviter ce scénario, et pour garantir qu'un tel projet de création monétaire par la banque centrale européenne leur soit plus profitable que néfaste.

Il y a donc un enjeu social et écologique majeur à imposer, par un rapport de force citoyen à la hauteur de la puissance des lobbies bancaires, que ce pouvoir de création monétaire :

1. soit placé sous contrôle citoyen et en gestion démocratique,
2. qu'il soit utilisé pour l'intérêt collectif des populations
3. et qu'il ne puisse en aucun cas alimenter les profits ou la pérennisation du système qui nous propulse vers l'abîme.

>>> Voir autre petite vidéo explicative où [Gaël Giraud répond à la « Revue Projet »](#) concernant l'argent magique, le plan de relance, la dette publique détenue par la BCE et au final, concernant comment nous réapproprier, en tant que citoyens européens, cet outil monétaire

Au-delà de la mise de la BCE sous contrôle et directive du parlement européen comme le suggère Gaël Giraud, les euros créés sans dette ni intérêt hors système bancaire privé, pourrait être ciblés et réservés aux investissements et besoins écologiques et sociaux prioritaires. Ces euros ciblés pourraient notamment être attribués à des fonds spécifiques gérés démocratiquement par pays, régions ou territoires.

Si un tel renversement de paradigme monétaire et financier devenait réalité, il serait particulièrement

pertinent que la Sécurité Sociale et Écologique universelle telle que nous l'imaginons, puisse être l'instance citoyenne missionnée pour garantir l'utilisation la plus juste et adéquate de cette création monétaire ciblée, en la gérant au plus près des besoins, par et pour les populations.

Cette possibilité d'appropriation citoyenne de la création monétaire, comme bien commun inaliénable au service de l'intérêt général, nous semble mériter qu'on y réfléchisse et qu'on y travaille collectivement, avec la conviction qu'elle pourrait changer profondément les perspectives d'action, de lutte et de revendication des mouvements citoyens, syndicaux et politiques pour les années qui viennent.

Notons qu'un document du pôle économique de la CGT écrit durant la première crise du Covid19, explicite cette possibilité de création monétaire sans endettement ni intérêt de la part de la banque centrale. *Voir le document (page 11 au chapitre « Hélicoptère monétaire » notamment) téléchargeable via le lien :*

https://communecosocialiste.files.wordpress.com/2020/12/dette-publique-cgt-noteeco_n154cgt.pdf

Nous n'avons malheureusement pas retrouvé ce document sur le site de la CGT

Face à l'insécurité globale, la garantie de suffisance concernant l'essentiel

Compte-tenu de l'extrême gravité de la situation globale, on peut raisonnablement craindre qu'il soit très difficile de mobiliser le plus grand nombre dans le sens d'un changement radical de système, sans être en capacité d'assurer rapidement à toutes et tous les ressources et les moyens de vivre dignement au quotidien.

Dans le contexte où il va falloir mettre à l'arrêt les activités les plus destructrices, réduire toutes celles qui n'apportent rien à la collectivité, refinancer celles qui ont du sens et développer massivement toutes celles qui manquent aujourd'hui pour pouvoir relever les défis climatiques et sociaux, rien ne pourra être fait sans moyens financiers conséquents garantissant la suffisance et une forme d'abondance concernant l'essentiel.

Notons que le développement du système de sécurité et de protection sociale, dont la totalité de la population française a pu bénéficier depuis plusieurs décennies, est un atout fort dans un contexte de bouleversement qui pourrait exacerber toutes les peurs. Nous savons comment ses peurs peuvent être instrumentalisées pour mener à la guerre des pauvres, contre les pauvres. Garantir collectivement la sécurité et la protection sociale du plus grand nombre pourrait être un antidote puissant contre l'autoritarisme ou la dérive fasciste qui menace.

Notons qu'il serait particulièrement pertinent de se réapproprier l'enjeu de la sécurité, qui est un réel besoin essentiel pour toutes et tous, via la protection et la Sécurité Sociale et Écologique telle qu'envisagée, plutôt que de laisser les tendances autoritaires, ou néofascistes à l'œuvre, en faire leur thème de prédilection.

Sachant qu'en dehors des postures idéologiques et de l'addiction aux profits de la part grands investisseurs privés, rien n'empêche l'effacement des dettes des États et la création monétaire autant que de besoin, il devient impératif de tout faire pour y recourir au plus vite pour l'intérêt de toutes et tous.

La nécessité d'une planification démocratique

La monnaie ne se mangeant pas, la seule limite réelle à la création monétaire en grande quantité est l'impératif de production, en contre partie, de richesses bénéfiques répondant aux nécessités de l'ensemble de la collectivité. Comme ce fût le cas après 1945 en France et en Europe, débouchant sur la période des trente glorieuses, il est essentiel que cette création monétaire massive permette de mobiliser rapidement et efficacement toutes les forces et les énergies humaines et créatives, pour répondre de manière satisfaisante aux besoins collectifs et individuels en termes d'alimentation, de logement, de santé, d'éducation, de culture, autant que de restauration des écosystèmes qui nous font vivre.

Pour y parvenir, en se garantissant contre toute dérive autoritaire et oppressive, il semble crucial d'envisager la mise en fonction d'un système de planification réellement démocratique impliquant toutes les personnes concernées. Dans notre perspective de Sécurité Sociale et Écologique universelle et démocratique, les instances citoyennes, constituées pour en assurer la gestion selon le principe de subsidiarité, pourraient avoir judicieusement la responsabilité d'organiser et d'orienter cette planification nécessaire, en donnant la possibilité à chacune et chacun d'y participer.

Ces instances auraient conjointement la responsabilité de réguler la quantité de monnaie en circulation en rapport avec les besoins et la production de richesses utiles à l'ensemble.

Afin de faciliter la compréhension du système global ainsi évoqué, nous proposons un schéma de fonctionnement reprenant l'essentiel des points abordés précédemment.

Ce schéma est téléchargeable en ligne via le lien
<https://alternatiba42.fr/wp-content/uploads/2020/12/Schema-Secu-integrale-et-creation-monetaire.png>

Il est inspiré d'un schéma de travail réalisé par le réseau salariat dans le cadre de la réflexion collective concernant le projet de sécurité sociale alimentaire ([voir conférence de Laura Pertersell minute 48](#))

Cette perspective heureuse de création monétaire au service du bien commun à l'échelle européenne est pour autant difficile à concevoir comme une perspective facilement atteignable.

La transformation de la BCE en une institution démocratique dédiée au changement de système nécessaire, finançant sans dette ni intérêt le système de sécurité écologique et sociale auquel nous aspirons, reste de fait peu envisageable sans passer au moins par une étape nationale autonome.

Il semble donc utile d'envisager comment le système de sécurité sociale et écologique universelle pourrait engager à l'échelle nationale la mutation souhaitée, sans attendre d'obtenir cette manne monétaire européenne aux allures miraculeuses.

Une monnaie sociale et écologique nationale

Un système complémentaire de l'euro dédiée à la Sécu

Que ce soit pour utiliser de manière ciblée la monnaie qui proviendrait de la Banque Centrale Européenne, éventuellement placée sous contrôle et directive démocratique via le parlement européen, ou pour envisager la prise en main nationale du pouvoir de création monétaire dans une finalité écologique et sociale affirmée, il semble intéressant d'étudier les avantages que pourraient procurer la mise en œuvre d'une « monnaie Sécu » nationale, complémentaire de l'euro.

Le principe simple des monnaies complémentaires de l'euro, expérimenté à petite échelle par une cinquantaine de monnaies locales en France, est qu'une fois les euros transformés en monnaie complémentaire dédiée à un territoire, cette monnaie n'est utilisable qu'entre membres, à l'intérieur du périmètre défini pour son utilisation. Cet impératif d'utilisation en circuit court peut donner à la monnaie concernée un rôle de stimulateur de la relocalisation des échanges, mettant en valeur l'engagement collectif à agir ensemble pour l'intérêt commun du territoire.

Si le territoire concerné est riche d'un écosystème économique en capacité d'interagir pour répondre

aux besoins locaux, la monnaie locale peut devenir un support d'échange d'ampleur, symbolisant la volonté collective d'auto-organisation. Cela s'observe particulièrement dans le cas de l'eusko, monnaie locale basque, qui a dépassé en 2018 le million d'équivalent euros circulant dans l'économie réelle du territoire. Même les collectivités locales sont impliquées dans son fonctionnement et dans son utilisation, permettant de payer en euskos bon nombre de services rendus par les collectivités.

Dans la perspective optimiste d'un financement conséquent provenant de la banque centrale européenne, une part conséquente de cette « monnaie banque centrale » pourrait être transformée nationalement en « monnaie Sécu ». Cette « monnaie Sécu » - à valeur euro pour une simplicité d'usage - resterait sans possibilité d'être convertie en euro classique. Cette spécificité en ferait un moyen concret garantissant une circularité de la monnaie dans les échanges au sein du système de sécurité sociale et écologique universelle. Cela empêcherait toute évasion de sa valeur sociale et écologique ajoutée vers les marchés financiers et économiques extérieurs persistant. De la même manière, ce système garantirait que la monnaie, créée en quantité par la banque centrale pour des objectifs sociaux et écologiques forts, reste utilisée dans le long terme avec cette finalité.

Cette « monnaie Sécu » deviendrait ainsi une valeur monétaire à forte valeur éthique et symbolique, caractérisant l'ensemble de l'action collective pour le bien vivre commun et le soin à la

Terre, hors logique de profit et d'exploitation destructrice.

Notons qu'en cas de crise majeure du système financier international, elle pourrait constituer une véritable alternative monétaire résiliente, qui serait à la fois éthique, sociale, écologique et solidaire.

Dans la perspective plus probable où la banque centrale européenne resterait fidèle aux principes édictés par le système aujourd'hui dominant, malgré un changement de cap majeur porté par une puissante mobilisation citoyenne au niveau national, cette « monnaie Sécu » à valeur euro sans possibilité de conversion, pourrait être utilisée comme outil de création monétaire sociale et écologique nationale. Cette création monétaire autonome, pourrait permettre de répondre aux besoins de mutation nécessaire des moyens de production et de consommation, sans avoir à attendre la mise de la BCE sous contrôle et gestion démocratique.

Voir vidéo de Philippe Derudder pour une monnaie écologique https://youtu.be/qaqW0mt_a4s

Un tel mécanisme de création monétaire hors BCE est aujourd'hui proscrit par les traités européens en vigueur. Mais face à la situation d'extrême précarité généralisée qui pourrait suivre les crises sanitaires et économiques en cours, une telle transgression pourrait s'avérer déterminante pour éviter le chaos social.

Cela pourrait se concrétiser par la constitution d'une banque centrale nationale alternative, citoyenne et démocratique, au service du système de Sécurité Social et Écologique mis en place,

alimentant les caisses primaires gérées de manière coopérative, par et pour les populations sur les territoires.

Notons qu'il serait même envisageable de créer cette monnaie sous forme de monnaie cryptée, circulant dans un réseau de serveurs informatiques interconnectés, difficile à neutraliser par des pouvoirs extérieurs. *Certaines monnaie locales font d'ores et déjà l'expérience de ce type de système.*

Dans l'hypothèse d'un tel changement de système décidé unilatéralement en France, on peut imaginer que cette transgression collectivement assumée pourrait constituer un acte fort de désobéissance civique d'intérêt général assumé nationalement. Garanti d'un impact symbolique fort sur l'ensemble des populations européennes, et certainement au-delà, un tel acte pourrait générer un vaste mouvement de soutien bien au-delà de nos frontières.

Cela engagerait un bras de fer sans précédent avec l'Union Européenne et les autres États membres. Mais **cela pourrait être le point de bascule permettant d'emmener l'ensemble des nations vers une rupture à l'égard du système mortifère qui nous propulse vers une catastrophe humaine et écologique sans retour à l'échelle internationale.**

Notons que de manière plus conforme aux principes monétaires actuels, un système de monnaie complémentaire dites fiscale a été

spécifiquement envisagé lors des négociations grecques avec la « troïka » européenne et internationale en 2014.

L'idée générale de cette monnaie complémentaire fiscale consiste à garantir en euros cette monnaie créée nationalement, par les rentrées fiscales que générerait l'activité économique développée grâce à cet apport.

De fait, le principe de garantie financière en euro de toute monnaie complémentaire est une exigence légale pour les monnaies locales. Le fait d'établir cette garantie fiscale pourrait ainsi permettre de faire accepter plus facilement cette décision nationale, sans se mettre en opposition frontale avec les dogmes monétaires établis au sein de l'Union Européenne.

Pour autant cette option n'a pas été retenue par les dirigeants grecs. Et on peut s'interroger sur la quantité de monnaie complémentaire à valeur euro que l'on pourrait ainsi créer si cette création est limitée aux retours fiscaux que l'on peut en espérer.

Parmi les possibles garanties, au moins symboliques, les symboles pouvant donner beaucoup de force à ce qui est mis en œuvre, on pourrait suggérer que la masse monétaire créée corresponde aux milliards d'euros échappant aux finances publiques via l'évasion fiscale. Cette idée a déjà inspiré quelques échanges au sein du mouvement SOL qui regroupe la majorité des monnaies locales francophones. 60 à 80 milliards

d'euros par an à l'échelle de la France, ce serait déjà conséquent...

Quelle qu'en soit la manière, au même titre que l'appropriation citoyenne et démocratique du pouvoir de création monétaire de la BCE, il nous semble important d'envisager sérieusement et collectivement cette possibilité de création monétaire nationale et complémentaire de l'euro, dans la perspective d'une révolution citoyenne qui pourrait être menée à l'échelle de notre pays, dans une perspective globale.

Nouveaux principes constitutionnels et démocratiques

Des principes et des droits complétant la déclaration universelle des droits humains

Si l'instauration d'une sécurité sociale et écologique universelle, associée à l'appropriation citoyenne de la création monétaire, nous semble pouvoir constituer un socle de mutation permettant d'engager le changement de système nécessaire, nous ne pensons aucunement que cela puisse suffire.

L'un des autres axes majeurs à mettre en œuvre serait de refonder l'ensemble des institutions autour de nouveaux principes socialement et écologiquement vitaux, inscrits dans une nouvelle constitution, principes qui pourraient être formulés simplement comme « l'exigence de prendre soin des humains et de la Terre ».

Dans notre contexte global d'urgence écologique et sociale majeure, ces principes viendraient compléter ceux dictés par la déclaration universelle des droits humains. Ils engageraient l'ensemble des droits, des devoirs et des actions de toutes et tous autour de l'impératif de

sauvegarde face aux risques d'extinction massive du vivant et de l'humanité.

Ces principes constitutionnels imposeraient une réorganisation de l'ensemble des institutions et des lois autour de cet impératif de sauvegarde et de soin.

Ce recentrage des lois qui régissent les relations et les interdépendances entre les humains, comme entre les humains et leur environnement, impliqueraient l'instauration de lois socles interdisant notamment l'écocide et la destruction des écosystèmes vivants, autant que toute forme d'exploitation, d'oppression et d'asservissement de groupes ou de personnes humaines au profit de quiconque.

Une nouvelle démocratie

A partir de ses principes fondamentaux structurant le changement de paradigme à mettre en œuvre, l'ensemble des règles et modes d'organisation institutionnelle devraient être déterminés selon de nouvelles pratiques citoyennes, sociales et démocratiques cohérentes à concrétiser.

Rappelons que le système de sécurité sociale et écologique universelle, organisé selon le principe de subsidiarité ascendante, constituerait un système démocratique indépendant et complémentaire des institutions d'État et des collectivités locales.

Le système de sécu universelle assumerait les missions d'organisation et de gestion citoyenne

des droits sociaux, des services et des moyens de production spécifiquement dédiés au bien vivre social et à la mutation écologique.

L'État et les collectivités locales assureraient les fonctions législatives, administratives et politiques globales, concernant l'ensemble du territoire et l'ensemble des activités, au-delà du système de sécurité sociale et écologique.

Les modes de fonctionnement démocratiques au sein des institutions d'État et collectivités locales, comme au sein du système de sécu universelle, devraient allier différentes modalités permettant de faire vivre la démocratie de manière plus satisfaisante et réelle que l'actuel système de démocratie représentative.

Comme évoqué précédemment on peut citer les fonctionnements par mandats révocatoires, les instances tirées au sort, les décisions au consentement sans objection, et les systèmes par cercles répondant au modèle dit d'holocratie...

Révolution citoyenne, démocratie et non- violence

Tension entre finalité et moyens d'action

Le système qui propulse l'humanité vers son auto-destruction est devenu tout-puisant. Construit autour de l'objectif de profit et d'enrichissement sans limite des plus riches, il concentre chaque jour un peu plus la richesse financière qu'il génère dans les mains d'une minorité, dont certains membres possèdent désormais plus que le budget de nombreux États.

Aussi illégitime, injuste et inacceptable que soit ce système, c'est aussi lui qui répond aujourd'hui à une grande partie de nos besoins fondamentaux. Et bon nombre de personnes, particulièrement dans les pays les plus riches, en tirent encore suffisamment de bénéfices, en termes de condition et de niveau de vie, pour ne pas vouloir les perdre.

Même dans une phase de notre histoire où la misère et la précarité risquent de s'étendre à grande vitesse, il semble donc certain que la volonté de mettre en œuvre un changement de système, aussi salutaire qu'il puisse être, ne va pas être spontanément partagée par une majorité de nos concitoyens, et des humains dans leur globalité.

Cette situation nous amène à nous interroger sur comment gérer la tension inéluctable entre :

- la nécessité d'aboutir au plus vite aux changements radicaux nécessaires, pour éviter le scénario apocalyptique qui nous est promis,
- la nécessité d'organiser un rapport de force capable de mettre fin à la toute-puissance du système qui nous détruit et dont nous devons sortir,
- et la cohérence entre les moyens à mettre en œuvre et les objectifs de démocratie et de soin aux humains et à la Terre que nous nous fixons.

Rapport de force et démocratie

Le principe de démocratie, même dans une perspective de transformation de nos modes d'organisation et de décision collective, renvoie nécessairement à l'exigence d'un accord d'une majorité de personne, si possible supérieur à 50 % des voix.

Cette majorité est indispensable pour emporter des victoires électorales pouvant engager le changement de système nécessaire. Pour autant, à ce jour, cette majorité n'existe pas.

Pour obtenir une mobilisation d'ampleur dans le sens de ce que nous souhaitons, il est donc indispensable de construire une stratégie alliant la valorisation d'un projet commun fédérateur et

porteur d'espoir, et des actions permettant à la fois d'interpeller, de bousculer les inerties et de dépasser les peurs que génère tout projet de grand changement.

Au delà des victoires électorales que cela pourrait permettre, il s'agit aussi d'être en capacité de maintenir dans la durée la pression nécessaire pour garantir la mise en œuvre du ou des projets souhaités, et faire reculer la puissance du système actuel qui fera tout pour garder ou reprendre le contrôle et le pouvoir.

Quel que soient les nouveaux modes de décision et de gestion démocratiques mis en œuvre au sein d'institutions refondées, le principe démocratique implique que les forces défendant le système actuel pourront toujours reprendre la main sur les institutions, même en respectant les nouvelles règles constitutionnelles.

C'est pourquoi, il nous semble essentiel que le système de sécurité sociale et écologique financé par la création monétaire ciblée, géré selon le principe de subsidiarité de manière autonome par rapport à l'État, soit sanctuarisé par son inscription dans la constitution, modifiable uniquement par référendum à majorité élevée.

Quoi qu'il en soit, ce rempart constitutionnel ne sera jamais immuable, et la détermination citoyenne, populaire, syndicale et politique à maintenir ce système dans la durée restera la force principale pouvant garantir sa pérennité.

Efficacité et cohérence

L'efficacité d'une stratégie se mesure à sa capacité à aboutir à ses objectifs finaux, grâce à des victoires successives allant du plus accessible au plus ambitieux.

En termes de lutte et de rapport de force, il est souvent pensé ou affirmé que la violence est la forme potentiellement la plus efficace que l'on puisse mettre en œuvre. Les actions moins violentes ou non-violentes sont perçues comme des formes plus accessibles à toutes et tous, mais ne pouvant obtenir de réels renversements de système.

Il existe pour autant de nombreux exemples de luttes non-violentes, s'affirmant comme telles ou non, qui ont abouties à des changements d'ampleur.

Au delà des références à Gandhi et à King, l'histoire des luttes syndicales à travers tous les continents en témoigne de multiples manières. La grève pouvant devenir générale, est depuis plusieurs siècles le moyen de prédilection dont dispose la classe ouvrière pour remporter des victoires fortes face au pouvoir capitaliste. C'est fondamentalement un mode d'action non-violent, à visages découverts, qui a été capable d'affronter les répressions sanglantes sans recourir aux armes, et obtenir gain de cause.

Convaincu.es que la révolution citoyenne nécessaire pourra plus sûrement aboutir si elle fait le choix de la cohérence avec sa finalité, grâce au

développement d'une stratégie résolument non-violente, il nous semble important :

1. de préciser en quoi cette stratégie non-violente peut représenter une force réelle et radicale à la hauteur des enjeux,
2. d'envisager comment ce choix stratégique peut se développer dans un contexte où d'autres formes d'insurrection, spontanées ou organisées, se multiplieront aussi.

Non-violence contre système d'oppression

Afin de préciser ce qu'une stratégie non-violente efficace peut signifier, nous choisissons de nous référer au petit texte souvent cité concernant la violence, écrit par l'évêque brésilien Don Elder Camara, dans les années 60.

« Il y a trois sortes de violence :

La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes et de femmes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première

violence, celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. »

A la lumière de cette distinction, et sans confondre institutions et systèmes oppressifs, nous proposons de définir la stratégie non-violente comme une opposition organisée à la violence première, visant l'abolition du système qui opprime, exploite et détruit. Cette opposition est mise en acte en acceptant de se confronter de manière spécifique à la violence répressive, troisième forme identifiée par Don Elder Camara. Ce n'est donc pas une esquive de la violence, encore moins une compromission avec le système oppressif.

Associées aux actions symboliques et aux actions de masse à faire grandir, tels que les boycotts ou les mouvements de grèves pouvant se généraliser, la stratégie non-violente a spécifiquement recours à la désobéissance ou à l'insoumission délibérée face aux règles, aux lois et aux symboles caractérisant l'oppression.

Notons que la grève, avant de devenir un droit, a été un mode d'action puissant fondé sur la désobéissance et l'insoumission assumées face système d'oppression et d'exploitation.

Dans la stratégie non-violente, la force de ces actions radicales réside dans leur capacité à déstabiliser le système d'oppression, en l'obligeant à réprimer ouvertement des actes délibérément non-violents qui font écho à la souffrance imposée.

Il s'agit ainsi de mettre en lumière la violence et l'illégitimité du système qu'il faut abolir, en vue de mobiliser le plus grand nombre pour en sortir.

Soulignons que, pour que cette mobilisation puisse prendre de l'ampleur et être en capacité de porter un véritable changement de système, il peut être déterminant que l'ensemble des actions mises en œuvre, qu'elles soient radicales, symboliques ou populaires, mettent clairement en évidence, au-delà des objectifs intermédiaires visés, un projet d'alternative motivante face au système d'oppression, afin de stimuler l'envie collective d'y parvenir. C'est ce que Gandhi appelait le programme constructif nécessaire pour donner force et perspective à la lutte.

Concernant les actions de désobéissance civique, résolument non-violente, défendant l'intérêt général et valorisant la sortie du système d'oppression, leur objectif est de provoquer, de manière calculée et stratégique, la répression souhaitée en se préparant à en assumer pleinement les conséquences. Elles sont pensées et construites en vue :

1. de tirer le meilleur profit de l'écart entre la répression et les actes posés,
2. de maîtriser au mieux les risques de violences qu'elles peuvent générer contre les activistes ou la population,
3. d'obtenir le meilleur rapport entre prise de risque et résultat obtenu, qu'il soit médiatique, de pression ou de prise en compte des revendications mises en avant.

Précisons que la médiatisation de ces actions est à la fois, un moyen d'interpeller l'opinion publique

sur l'importance des enjeux en vue d'aboutir à l'objectif visé, et un moyen de limiter les violences policières qu'elles peuvent engendrer. De ce point de vue, les lois qui interdiraient de filmer les forces de l'ordre en action augmenteraient notablement les risques pris lors d'action de désobéissance civile, aussi non-violente qu'elle puissent être.

Quand la médiatisation des actions non-violentes de désobéissance civile devient effective, les institutions ont intérêt à judiciaireiser la répression plutôt que de la mettre en œuvre de manière violente aux yeux du plus grand nombre. Les procès sont alors des occasions de médiatiser plus fortement les actions menées, ainsi que leurs objectifs, en organisant des formes d'actions plus populaires, sous formes de rassemblement, de marches, de manifestations ou autres moyens à fort impact symbolique.

Une telle stratégie, si elle prend de l'ampleur, impose cependant de pouvoir payer les frais de justice et les amendes qui peuvent devenir imposantes. Nous suggérons pour cela d'envisager comment un nombre grandissant d'activistes pourraient s'organiser, avec le soutien collectif, pour vivre avec le minimum de revenus et de possession matérielle et financière personnelle, pour être insolvable de manière durable, et pouvoir ainsi agir sans payer les sanctions financières qui en découlent...

Notons que dans la stratégie non-violente, le fait d'assumer personnellement et collectivement les actions de désobéissance et d'insoumission mises en œuvre, permet de pouvoir les revendiquer et les

argumenter publiquement, sans avoir à organiser une quelconque clandestinité.

Cela peut être un avantage à prendre en considération dans le choix des modes d'action mis en œuvre notamment dans le contexte de surveillance accrue qui se développe actuellement partout, à grand renfort de technologie de haut niveau.

Complémentarité ou incompatibilité entre stratégies différentes

Dans une période où les souffrances et les injustices pourraient grandir, il est difficile d'imaginer que tous les humains en révolte adoptent unanimement les principes de la non-violence.

Aucun mouvement, quel que soit sa puissance, ne peut empêcher la colère d'exploser de différentes manières.

Pour dépasser les oppositions entre violence et non-violence, les activistes ne souhaitant pas se limiter dans leurs possibilités d'agir, prônent souvent la complémentarité des modes d'action.

Défendant pour notre part l'option d'une révolution citoyenne délibérément non-violente, il nous semble nécessaire de préciser que la complémentarité entre stratégie non-violente et les autres formes d'action n'est pas facile à envisager, encore moins à organiser.

La concomitance d'actions non-violentes avec des actions de confrontation n'excluant pas la violence de la part des activistes à l'égard des forces de l'ordre, annule de fait l'impact souhaité de l'action et de la stratégie non-violente engagée. La violence est toujours plus médiatisée que la non-violence. Elle est aussi facilement utilisée par le pouvoir en place, comme justification des actes de violence exercés par les forces répressives. Cette concomitance annule les efforts de maîtrise des activistes non-violents concernant les conséquences de leurs actes et les mettent concrètement en danger face à la violence qui peut en découler. Cette concomitance nuit aussi à l'impact psychologique et la conscientisation recherchée par la stratégie non-violente à l'égard de l'ensemble de la population qui est spectateur de ses actions.

Pensant pour autant difficile d'obtenir une adhésion générale à la stratégie non-violente, il nous semble important de voir comment limiter les incompatibilités entre ces différents modes d'action, moyennant la mise en place de certaines règles, principes et engagements mutuels.

Ces propositions ont pour objectif d'ouvrir des pistes de réflexion pouvant mener à une construction collective plus élaborée.

Concrètement, nous proposons une forme de « code de bonnes pratiques » entre partisans et partisanes de différents modes d'action, qui pourrait être formulée ainsi :

Le principe de base que nous proposons est que toute personne qui souhaite participer à une action collective puisse savoir à l'avance les modes

d'action prévus par les organisatrices et organisateurs, et les risques qu'elle prend en y participant, autant que cela puisse être prévisible.

A partir de ce principe peuvent se décliner plusieurs engagements.

Du coté des organisatrices et organisateurs d'une action ou manifestation :

S'il s'agit d'une action pacifique et non-violente qui souhaite le rester, il est impératif de préciser le cadre et les consignes d'action et de réaction en cas d'intervention policière, ainsi que les risques judiciaires encourus s'il y a acte de désobéissance.

Du coté des activistes ne se reconnaissant pas dans les principes d'action non-violente,
l'engagement pourrait être que :

1. Si ils et elles veulent participer à une action ou une manifestation organisée par d'autres, ils et elles s'engagent à accepter le cadre proposé par les organisatrices et organisateurs, s'il y en a un,
2. Si ils et elles veulent organiser une action ou manifestation pouvant déboucher sur des confrontations avec les forces de police, potentiellement violentes de la part des manifestant.es, ils et elles prévoient d'agir en d'autres lieux et si possible d'autres temps, que les actions ou manifestations affirmées non-violentes prévues le même jour, en prenant soin d'éviter toute interférence entre les deux.

Coté non-violent, **l'engagement proposé serait** que concernant toute action menée hors principe de non-violence, quel qu'en soit la forme et les conséquences, plutôt que la condamnation sans discernement souvent sollicitée ou exprimée dans les médias, les positions affirmées publiquement soient **systématiquement priorisées** selon l'ordre suivant :

1. la dénonciation de la violence du système d'oppression et de destruction, qui porte l'entière responsabilité des souffrances et de la colère qu'il génère, colère qui s'exprime comme elle peut ...
2. La dénonciation de toute disproportion et de toute illégalité concernant les violences répressives mises en œuvre,
3. l'engagement à mettre tout en œuvre de manière non-violente pour mettre fin au plus vite au système d'injustice et d'oppression qui génère la colère et mène l'humanité à sa perte...
4. L'affirmation de regrets, compassion et solidarité avec les victimes et leurs proches, en cas de conséquences sur l'intégrité physique ou psychologique des personnes.
5. Et en dernier lieu, pour les actes entraînant délibérément des séquelles sur les personnes, la désolidarisation et la condamnation publique..

Cette proposition de « code de bonnes pratiques mutuelles » nous semble pouvoir permettre de limiter les interférences conflictuelles entre différents modes d'action, ainsi que

l'instrumentalisation qui peut en être faites pour diviser les différents courants de mobilisation qui s'expriment.

Pour autant, cela implique un minimum de lien et d'échange, ainsi que la construction d'une forme de confiance mutuelle dans le respect des engagements pris. Cela ne semble envisageable, que si les objectifs de lutte ou de pression sont convergents et si les groupes concernés ont une volonté de coordination, même minimaliste.

Pour tenter de dépasser ces difficultés, il serait intéressant de pouvoir étudier et améliorer ces propositions en vue d'en faire une possible base communément reconnue et acceptée par la plupart des courants souhaitant aboutir à un changement de système .

Notons que de notre point de vue, si le mouvement global de révolution citoyenne veut s'affirmer dans la non-violence, il est important que la stratégie et les actions non-violentes soient à la hauteur du rapport de force et des promesses de transformation radicale qu'elles souhaitent permettre. Le respect, la reconnaissance, si ce n'est l'adhésion à ses principes d'action seront logiquement à proportionnels à sa capacité à changer le cours de notre histoire.

Conclusion et perspectives

Ce livret n'est en rien définitif et souhaite être un outil d'échange, de travail et de construction collective pouvant permettre d'élaborer ensemble des perspectives fédératrices, capables d'engager une mobilisation commune transpartisane.

C'est avec intérêt que nous échangerons avec toutes les personnes, groupes et organisations que cette réflexion motivera.

Nous ne manquerons pas de solliciter largement toutes celles et ceux qui nous semblent potentiellement concernés, et que nous travaillerons avec les personnes qui souhaiteront avancer avec nous dans le sens proposé.

Vous remerciant d'avance de votre intérêt.

Quelques références bibliographiques et vidéos :

- « Trop tard pour être pessimistes ! »
Écosocialisme ou effondrement de Daniel Tanuro
- Éditions Textuels (10.06.2020)
<https://www.francetvinfo.fr/climat-il-faut-changer-ce-systeme-productiviste-et-consumeriste-quest-le-capitalisme>
- *Un enjeu pour la reconquête de la sécurité sociale intégrale* - CGT
https://www.cgtservicespublics.fr/IMG/pdf/4_pages-la_cgt_et_les_complementaires.pdf
- *Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation*
<https://securite-sociale-alimentation.org/>
- « Illusion financière » de Gaël Giraud - éditions de l'Atelier, (29/03/2014)
<https://www.youtube.com/watch?v=sG3bOvW3Yt4&t=3s>
- « Une monnaie écologique » de Alain Granjean et Nicolas Dufrêne - Édition Odile Jacob (13/02/2020)
- « Une monnaie au service du Bien commun : libérer l'intérêt collectif du carcan de l'économie marchande » de Philippe Derudder - Édition Yves Michel (17/03/2017)
https://www.youtube.com/watch?v=qaqW0mt_a4s
- « Face au totalitarisme. La résistance civile », de Jacques Semelin - Édition André Versaille éditeur (05/01/2011)